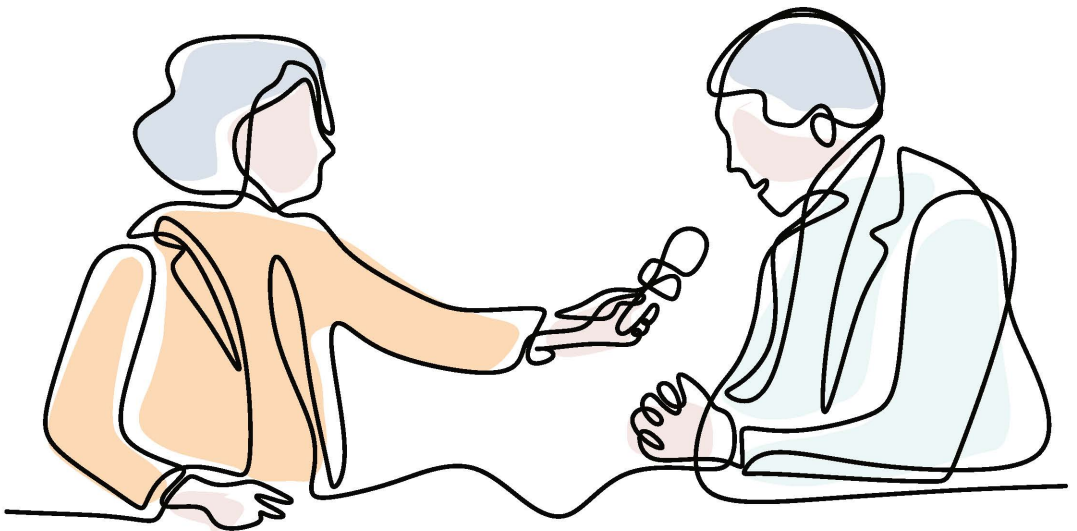


 JOURNALISME ET  
COMMUNICATION

# ÊTRE FEMME ET JOURNALISTE

Enquête sociologique  
dans un monde  
au masculin

Florence Le Cam, Manon Libert, Lise Méalque



Éditions de l'Université de Bruxelles





Rattachée au centre de recherche en information et communication ReSIC de l'ULB, la collection encourage la diffusion de recherches sur la Belgique, l'Europe et d'autres pays où les enjeux du journalisme, des médias et de la communication questionnent le futur des métiers, des institutions, des discours et des pratiques qui les font possibles.

#### **Comité de direction de la collection**

RESIC – Centre de recherche en sciences de l'information et de la communication (Université libre de Bruxelles)

Nadège Broustau, Laura Calabrese, Irene Di Jorio, David Domingo, François Heinderyckx, Florence Le Cam, Isabelle Meuret, Seth Van Hooland, Louis Wiart.

#### **Comité éditorial**

Claire Blandin (Université Paris 13), Valérie Carayol (Université Bordeaux Montaigne, France), Juliette De Maeyer (UdM, Québec), Florence Millerand (Université du Québec à Montréal, Québec), Sylvain Parasie (Université Paris Est Marne-la-Vallée), Olivier Thuillas (Université de Limoges, France), Isabelle Garcin-Marro (Sciences Po Lyon, France), Caroline Ollivier-Yaniv (Université Paris-Est Créteil, France), Marcel Burger (Université de Lausanne, Suisse).

# ÊTRE FEMME ET JOURNALISTE

Enquête sociologique  
dans un monde au  
masculin

Florence Le Cam, Manon Libert, Lise Ménéalque

**ISBN** 978-2-8004-1774-5  
**eISBN** 978-2-8004-1775-2  
**ISSN** 2736-2116

D2021/0171/17

© 2021 by Éditions de l'Université de Bruxelles  
Avenue Paul Héger 26  
1000 Bruxelles (Belgique)

[editions@ulb.be](mailto:editions@ulb.be)

[www.editions-ulb.be](http://www.editions-ulb.be)

Imprimé en Belgique

# ÊTRE FEMME ET JOURNALISTE

Enquête sociologique  
dans un monde au  
masculin

Florence Le Cam, Manon Libert, Lise Ménéalque



**Parus dans la collection**

1. *Eurorégions. L'éclosion de la communication transfrontalière*, Marie-Hélène Hermand, 2020.
2. *Journalistes web et langue française. Entre devoir professionnel et contraintes de production*, Antoine Jacquet, 2020.

*Merci*

*aux journalistes ayant participé à ces enquêtes pour leur disponibilité  
et leur sincérité,*

*à l'Association des journalistes professionnels (AJP) et à la Direction de  
l'égalité des chances de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour leur soutien  
et leur confiance,*

*à nos collègues pour leurs relectures et leurs conseils: Jean Charron,  
Denis Ruellan, Béatrice Damian-Gaillard et Marie-Soleil Frère.*





# Avant-propos

Cette recherche est inédite en Fédération Wallonie-Bruxelles. Au départ de l'analyse de dizaines d'entretiens et de centaines de témoignages recueillis par les chercheuses, c'est l'envers du décor de nos rédactions qui se dessine, par couches successives : des vécus professionnels souvent douloureux, partagés par de très nombreuses femmes journalistes, mais généralement tus, minorés ou subis avec résignation ou colère, ou encore ignorés voire niés par les responsables des rédactions. Nous-mêmes avons été étonnés de la prégnance du sexisme ordinaire à tous les étages des relations de travail dans les médias. Les femmes journalistes, en plus des difficultés propres à la profession (précarité, gestion de la parentalité, difficultés de construction des carrières, présentéisme...), font face à des discriminations propres à leur genre : agressions sexistes et harcèlement, inégalités salariales, difficulté d'accès à des postes hiérarchiques, rôles et sujets limités à certaines rubriques, conciliation vie privée-vie professionnelle difficile. Cette étude en révèle l'ampleur, comme une sorte de #Metoo médiatique salutaire.

La campagne « Journalisme zéro sexisme » (une campagne de sensibilisation et d'information pour plus d'égalité dans les rédactions) que l'AJP a lancée dans la foulée de - et grâce à - cette étude vise à faire bouger les lignes sur toutes ces questions. Articuler recherche universitaire et actions professionnelles restera notre ligne de conduite. D'autres études ont été initiées depuis, notamment sur la question du cyberharcèlement des femmes journalistes. Conjuguer la force de la recherche académique et celle des actions de terrain de l'Union professionnelle des journalistes est notre manière d'œuvrer à des rédactions plus égalitaires, avec patience mais détermination.

Martine Simonis  
Secrétaire générale AJP



# Être femme et journaliste en Belgique francophone

## L'entrée des femmes en journalisme

Les femmes ont commencé à entrer en journalisme en Belgique au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Les travaux de Pierre Van den Dungen (2005) permettent de retracer quelques trajectoires et de voir que les femmes collaborent d'abord à la presse périodique ou quotidienne en tant qu'auteures de contes, de poèmes ou de récits, voire, surtout à la fin du siècle, comme responsables de la page « mode ». Bien qu'une presse féministe se développe à la même époque, les rédactrices de la presse généraliste sont, par contre, très rares. Élise Beeckman-Pousset (1868-1945) peut sans doute revendiquer le titre de pionnière, elle qui fréquente la rédaction du *Petit Bleu* en qualité de reportère de 1890 à 1914. On peut également citer, parmi les rares rédactrices de la fin du siècle, Sylviane Dubois, directrice de Bruxelles-Philanthropique et journaliste au quotidien libéral progressiste *La Réforme*, vers 1903 (Van den Dungen, 2005 ; Van den Dungen et Le Cam, 2018). Elles sont, par contre, plus nombreuses hors de Bruxelles. Les journaux politiques sont dirigés, comme dans les autres pays, par des personnalités qui sont à la fois éditeurs, imprimeurs et rédacteurs en chef ou directeurs d'un ou plusieurs titres. Ils constituent de petites entreprises familiales où les épouses, sœurs et filles « jouent leur rôle soit de directrices-propriétaires de la feuille politique (il est vrai, souvent au décès de leur mari, frère ou père), soit d'administratrices ou de "seconde rédactrice", véritables auxiliaires discrètes. À cette pratique, engendrée en grande partie par le manque de main-d'œuvre ou par des rentrées financières insuffisantes pour engager des collaborateurs, s'ajoute celle de l'alliance matrimoniale » (Van den Dungen et Le Cam, 2018). *Le Journal de Bruges*, *Le Courrier de Huy*, *Le Hainaut* sont, pendant certaines périodes en cette fin de XIX<sup>e</sup> siècle, dirigés par des femmes. Mais, de façon générale, et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les femmes n'occupent pas de rôle de premier plan dans la presse de cette époque et leur repérage est malaisé : le brouillage des genres est de mise avec l'adoption de pseudonymes, le travail médiatique des femmes est plutôt considéré comme un loisir et leurs activités ont du mal à être considérées comme professionnelles (Gemis, 2010a, 2010b).

Commencer à cerner la place des femmes dans le milieu médiatique belge est rendu possible, quelques années plus tard, grâce notamment à la mise en place de la commission d'agrément de la carte de presse, qui débute son travail en 1966 (Le Cam et Tant, 2018). Composée uniquement d'hommes, elle va, dès la première année, être en charge d'évaluer 577 dossiers de demandes de carte. 9,5% seulement de ces dossiers sont déposés par des femmes (43 femmes pour 453 hommes et 3 dont le sexe ne peut être déterminé à la simple lecture du prénom). L'âge moyen des femmes journalistes agréées est par contre équivalent à celui des hommes, soit 44 ans : elles représentent une moyenne de 10% des moins de 35 ans, des 45-54 ans et des plus de 55 ans et 9% chez les 35-44 ans et les plus de 65 ans. Ces journalistes femmes agréées se concentrent principalement dans trois médias : la *RTB*, *La Meuse* et *Le Soir*. Quatre d'entre elles sont indépendantes. Les 499 dossiers agréés de 1966 montrent ainsi une attractivité forte de la carte de presse parmi les journalistes, tout en révélant des traits assez communs des groupes professionnels de journalistes de l'époque : faible présence des femmes, un secteur audiovisuel très attractif pour les jeunes, une présence masculine très importante dans la presse écrite (Le Cam et Tant, 2018). Ce 9,5% n'indique pas précisément le nombre de femmes réellement journalistes puisqu'il reflète le nombre de demandeuses de carte de presse ; mais il souligne tout de même la forte disproportion des genres dans le groupe professionnel de cette époque.

Le taux de féminisation va lentement progresser, mais les femmes représentent à peine un journaliste sur cinq parmi les titulaires de la carte de presse en 2003 :

On a vu ainsi d'anciens bastions machistes ouvrir progressivement leurs portes aux femmes. Il n'est plus exceptionnel aujourd'hui de trouver des femmes journalistes au sein de rédactions sportives, tous médias confondus. Il faut pourtant relativiser cette évolution. En parcourant les données chiffrées, on notera tout d'abord qu'on est encore loin d'une égalité de sexes au sein des rédactions. De plus, on observera que la proportion de femmes est un peu plus importante en Communauté française qu'en Communauté flamande. Enfin, on trouve proportionnellement plus de femmes chez les journalistes stagiaires des deux Communautés qu'au sein des journalistes professionnels. (Grevisse, 2003 : 176)

Les jeunes femmes journalistes seraient donc nombreuses et parfois majoritaires à suivre, puis à sortir des formations en journalisme, à entrer sur le marché du travail, et pourtant elles n'y resteraient pas, ne parvenant pas à infléchir plus fortement la composition de la profession.

C'est là l'un des constats qui perdure au sujet de la situation actuelle de la présence des femmes journalistes dans le groupe professionnel. Ainsi, l'État des lieux des médias en Belgique francophone en 2011 renforce ce trait : les femmes sont majoritaires dans les plus jeunes catégories d'âge (45% de la population féminine de l'Association des journalistes professionnels, journalistes agréées ou en stage, a moins de 40 ans en 2010) (Antoine et Heinderyckx, 2011), mais elles sont aussi moins bien payées. À cette époque, en Belgique néerlandophone, le revenu moyen net mensuel tel que rapporté par les enquêtes est 282 euros plus bas chez les femmes (Paulussen et Raeymaeckers, 2010 : 33). Les salariées francophones se trouvent dans la même situation et gagnent 6 à 8% de moins qu'un homologue masculin (AJP, 2009). Cette disparité n'est évidemment pas spécifique au journalisme, elle sévit dans la plupart des secteurs d'activité. Mais pourtant, avec un taux de féminisation du groupe professionnel des journalistes autour de 30% (Raeymaekers *et al.*, 2013), la Belgique apparaît relativement hors norme par rapport au reste des pays européens. À titre d'exemple, à la même époque, les journalistes

femmes possédant la carte de presse représentent près de 45% du groupe professionnel français en 2014 (Leteinturier, 2014). Alors que les femmes seraient majoritaires dans les formations au journalisme en Belgique, elles semblent abandonner la carrière plus rapidement non seulement que les hommes, mais aussi que leurs consœurs étrangères. Cette situation est difficilement explicable tant les conditions de scolarisation, de formation professionnelle, d'entrée dans la profession et de stabilisation dans la carrière ne semblent pas, *a priori*, spécifiques à la Belgique. Une enquête comparative des stratégies d'insertion des femmes journalistes sur le temps long pourrait d'ailleurs être une piste intéressante de compréhension historique de ces différences entre pays.

Les enquêtes menées ces dernières années en Belgique convergent vers des constats similaires : le journalisme en Belgique est un métier majoritairement masculin, un trait qui se renforce avec l'âge, qui se voit dans les répartitions entre médias (tout comme en 1966) et dans les postes hiérarchiques très majoritairement occupés par les hommes. En 2018, dans une enquête commune ULB-UMONS-UGent, les femmes représentaient 31,4% du groupe professionnel (ce pourcentage s'élève à 33% si l'on prend en compte les journalistes stagiaires). Ce sont les rédactions des entreprises audiovisuelles et des magazines qui comptent le plus de journalistes femmes : elles représentent alors plus d'un tiers des journalistes de l'enquête qui travaillent dans l'audiovisuel (36,1%) et dans la presse magazine (37,6%). Et pourtant, les femmes journalistes sont plus diplômées. Cela signifie que, indépendamment de leur âge, les femmes journalistes ont un niveau d'éducation plus élevé que les hommes. Leur diplôme ne les protège pourtant pas d'une situation professionnelle généralement moins avantageuse que celle de leurs confrères (Libert, 2019). Selon l'enquête belge de 2018, les femmes ayant une carte de presse, au contraire de leurs homologues françaises, ne semblent pas souffrir davantage de la précarité que les hommes (puisqu'elles seraient, dans les mêmes proportions que les hommes, détentrices d'un contrat à durée indéterminée) (Van Leuven *et al.*, 2019). Mais le constat peut être bien plus nuancé : la première enquête nationale, conduite en 2013, a mis en évidence, pour la presse quotidienne francophone, que les femmes sont proportionnellement plus nombreuses (34%) à être indépendantes que les hommes (20%) (Libert, 2019 : 57). Par ailleurs, une enquête de la Société mutuelle pour artistes (Smart.be) pointe une réalité un peu différente en raison notamment de la population touchée, les journalistes pigistes recourant aux services de cette société pour la gestion de leur statut d'« entrepreneur-salarié » :

Contrairement à l'ensemble des membres de Smart, on observe une large majorité de femmes parmi les journalistes membres (61%). On peut y voir soit une féminisation du métier, soit un signe que davantage de femmes auraient tendance à se retrouver dans des situations de travail flexibles. (Dujardin, Standaert, De Fraipont, Laloux et Virone, 2015 : 6)

Ces statuts montrent les logiques de flexibilité de plus en plus fortes touchant les jeunes générations de journalistes (Standaert, 2015), qui s'éloignent alors parfois des procédures de reconnaissance traditionnelle du métier, telle la carte de presse (Grevisse et Standaert, 2013).

En repartant de ces constats posés par l'histoire et par un ensemble de recherches récentes, menées dans les universités comme par l'Association des journalistes professionnels elle-même, nous avons choisi non pas tant de faire un portrait sociodémographique des femmes dans le groupe professionnel que d'interroger frontalement leur place dans le journalisme belge aujourd'hui.

## Pourquoi s'intéresser aux femmes journalistes ?

La prise en compte de la dimension du genre dans les études sur le journalisme est encore peu systématisée au sein de la recherche en Belgique (De Vuyst et Raeymaeckers, 2019). En France, il est étudié depuis une vingtaine d'années, mais pourtant encore trop peu pris en compte et analysé comme tel en sociologie du journalisme (Lévêque, 2016). C'est un objet socio-économique mouvant qui mérite pourtant que l'on s'y attarde (Damian-Gaillard, Frisque et Saitta, 2009). Dans la recherche en journalisme, le genre apparaît comme une notion fondamentale dans l'étude de la contextualisation historique et économique du groupe social des journalistes, puisqu'il permet de rendre compte de la complexité des processus sociaux en articulant les différentes catégories d'analyse (Thébaud, 2007). Dans les rédactions et au sein des instances organisationnelles, les femmes journalistes sont vues comme professionnellement « différentes » (choix volontaire ou attribution « forcée » des sujets, rapport terrain/desk, rapport travail/vie privée) à cause des nombreux biais systémiques dans la reproduction sociale de la profession (Robinson, 2008). Cette constatation faite sur de nombreux terrains renvoie également au phénomène du plafond de verre particulièrement présent au sein des entreprises médiatiques (Zannad et Galindo, 2016), à la maternité (North, 2016), aux différences de perception du genre par les femmes elles-mêmes en journalisme (Ross, 2001) ou à la façon dont ces questions peuvent travailler une spécialisation telle que le reportage de guerre (Ruellan, 2018). En poursuivant ces voies, nous avons voulu « prendre au sérieux le genre comme construit social, comme médiation centrale dans les relations de pouvoir » et être attentives « au double mouvement de ses redéfinitions et de la modification des structures d'interdépendances dans lesquelles il produit des effets » (Neveu, 2000 : 205).

Sans adopter une approche propre aux études féministes (Robinson, 2008), nous avons poursuivi les travaux que nous menons sur les identités professionnelles des journalistes, le rapport au travail, l'analyse des conditions d'emploi et de travail, des carrières, de l'attachement au métier (Le Cam, 2005 ; Libert, 2019 ; Le Cam et Ruellan, 2017). Ce livre s'ancre dans une perspective de sociologie du travail et, en raison de questionnements liés à une situation sociale problématique et circonscrite, se focalise sur les femmes. Dans ce cadre, les questions de diversité d'origine, de classe, de handicap n'ont pas été abordées. Celles-ci font l'objet d'autres recherches qui se poursuivent au sein du Laboratoire des pratiques et identités journalistiques (LaPIJ)<sup>1</sup>.

Nous avons été guidées par des questions aux formulations multiples : que deviennent les étudiantes qui sont souvent majoritaires dans nos formations au journalisme (au moins au niveau master) ? Comment se fait-il, alors qu'elles sont depuis une vingtaine d'années majoritaires dans les statuts de journalistes stagiaires<sup>2</sup>, que l'effet sur la population journalistique en général ne se ressent pas ? Constitueraient-elles majoritairement la proportion de journalistes précaires ne bénéficiant pas de la carte de presse ? Dans quelle

1 Créé en 2015, le Laboratoire des pratiques et des identités journalistiques (LaPIJ) est un espace interuniversitaire basé à l'Université libre de Bruxelles et à l'Université de Mons et en partenariat étroit avec l'Université de Montréal, l'Université de Brasília et l'Université fédérale de Bahia. Il rassemble, en 2021, près d'une trentaine de chercheuses et chercheurs travaillant sur des problématiques liées au journalisme. <https://lapij.ulb.ac.be>.

2 Le statut de « journaliste stagiaire » a été créé par l'AJP-AGJPB pour les jeunes journalistes n'ayant pas encore deux années complètes d'activité professionnelle à leur actif. L'accès au « stage » est statué par le conseil de direction de l'AJP sur la base des mêmes critères que le titre de « journaliste professionnel » si ce n'est que la personne stagiaire doit présenter une durée d'activité professionnelle de trois mois au minimum.

mesure le genre influencerait-il la composition du groupe professionnel des journalistes ? Pourquoi la féminisation de la profession de journaliste est-elle si lente en Belgique francophone ? Que signifie être journaliste femme en Belgique francophone aujourd'hui ?

Bien qu'il soit animé par ces questions, ce livre vise essentiellement à mettre à plat les principaux enjeux auxquels sont confrontées les femmes dans l'exercice de l'activité journalistique, au travers de leurs conditions d'emploi et de travail, de la construction de leur carrière (de l'insertion à la promotion), de la conciliation de leur rôle de femme, de conjointe, de mère et de journaliste. Nous avons cherché à mieux comprendre ce qui pouvait entraver la poursuite du métier de journaliste, particulièrement quand on est une femme.

Pour nous orienter dans ces questions, nous avons tenté de ne pas isoler la variable genre d'autres variables en tissant toujours des liens avec les conditions d'exercice du journalisme, le contexte économique et social dans lequel évoluent les médias. Nous nous situons de ce fait dans la perspective proposée par Damian-Gaillard, Frisque et Saitta (2009) d'ancrer la recherche sur le genre dans un questionnement transversal « destiné à éclairer l'ensemble des pratiques et des représentations professionnelles, des évolutions du journalisme et du fonctionnement des organisations de presse et du champ médiatique » (Damian-Gaillard, Frisque et Saitta, 2009). L'objectif de cet ouvrage est donc de réaliser un diagnostic des problèmes rencontrés par les femmes journalistes en Belgique francophone tout au long de leur carrière, afin de proposer des mesures et des plans d'action à l'intention du secteur médiatique dans son ensemble, qui peuvent alors être réappropriés par les associations professionnelles ou les entreprises médiatiques elles-mêmes. L'idée est d'analyser les enjeux à l'entrée du métier, pendant la phase de stabilisation et après la sortie du métier. Ces enjeux relèvent de considérations professionnelles comme personnelles, de conditions pratiques de travail comme des interactions en contexte organisationnel, des représentations de la place de la femme, de la conjointe et de la mère, des pressions ressenties. Nous avons travaillé ces enjeux avec des journalistes, femmes et hommes, ainsi qu'avec les directions de médias.

Interroger femmes et hommes nous paraissait évident dans le cadre de cette recherche. Une seule entorse à la règle : lorsque nous avons cherché à rencontrer des journalistes ayant quitté la profession, nous n'avons interrogé que des femmes, nous y reviendrons. Nous sommes bien conscientes que les femmes comme les hommes ne constituent pas des catégories sociales homogènes. Et c'est le risque d'une étude de ce type : en se focalisant sur des modalités comparatives entre les femmes et les hommes, le risque de la généralisation des positions, des rôles et des représentations est réel. Toutes les enquêtes de ce livre vont cependant donner la parole, faire entendre les voix, toutes les voix singulières afin de faire ressentir les aspérités individuelles et, dans le même temps, pressentir les éléments transversaux.

## Méthodologie

Comment réussir à embrasser et rassembler des faits, des situations, des témoignages, des ressentis qui tentent de percevoir la finesse des situations, leur justesse aussi, d'entrer dans les vies individuelles et personnelles, dans la compréhension des enjeux et des interactions dans le métier, dans la vie des rédactions, dans les modes managériaux qui contribuent à structurer les rapports au travail, tout en ayant une vue un peu générale, légèrement panoptique de la situation ?



Les choix méthodologiques ont donc été d'emblée pluriels. Plusieurs terrains et analyses ont été menés de front en l'espace de moins d'un an (de décembre 2017 à novembre 2018). Ce travail aurait sûrement pu se contenter de la phase des entretiens ou de la réalisation d'un questionnaire sociodémographique, mais pour ne pas en rester à la surface des problématiques et des enjeux, le choix s'est porté sur un croisement multiple de terrains : une enquête nationale par questionnaire auprès des journalistes belges menée avec l'Université de Gand<sup>3</sup>, cinq focus groupes avec des journalistes femmes et hommes à différentes étapes de leur carrière, quinze entretiens de femmes ayant quitté le journalisme, onze entretiens avec des représentants de direction de médias généralistes francophones et enfin, un questionnaire de vérification et de validation des hypothèses de la recherche qualitative (diffusé en septembre-octobre 2018 par l'Association des journalistes professionnels), auprès de l'ensemble des journalistes francophones et germanophones titulaires d'une carte de presse ou stagiaires (médias généralistes comme spécialisés).

L'enquête de terrain a été menée par trois chercheuses. Notre identité de genre pourrait constituer le premier de tous les reproches, elle biaiserait le travail et les analyses des données quantitatives et qualitatives récoltées ; pour cette raison, elle a fait l'objet d'une attention singulière. Le cadrage théorique et l'outillage méthodologique extrêmement diversifié et ample seront là pour expliquer, presque pas à pas, le déroulé de la recherche. La parole laissée aux journalistes et managers de médias laisse aussi toute liberté, au fil de la lecture, de croiser ses propres interprétations avec celles développées dans notre recherche.

### Le questionnaire national

Menée une première fois en 2013 (Raeymaekers *et al.*, 2013), une enquête quantitative nationale « Portrait des journalistes belges » a été réalisée, pour la deuxième fois en 2018, en collaboration entre des chercheuses et chercheurs de l'ULB et de l'Université de Mons (LaPIJ-ReSIC) et de l'UGent (Van Leuven *et al.*, 2019). Cette enquête a bénéficié de l'appui des deux associations de journalistes belges, l'Association des journalistes professionnels (AJP) et la Vlaamse Vereniging van Journalisten (VVJ). Elle s'inscrit dans une tradition de recherche initiée depuis de longues années en Belgique néerlandophone et s'insère plus particulièrement dans la suite de l'étude publiée en 2003 par l'Université de Gand sous le titre « De journalist van de 21<sup>ste</sup> eeuw » (De Clercq et Paulussen, 2003), mise à jour en 2008 (Paulussen et Raeymaeckers, 2010). En 2013 et pour la première fois, journalistes néerlandophones, francophones et germanophones ont fait partie de la même enquête. Les données de celle-ci étaient appelées à être actualisées tous les cinq ans afin de suivre une perspective longitudinale, ce que nous avons fait en 2018<sup>4</sup> ; le rapport a été diffusé et publié durant l'hiver 2019 (Van Leuven *et al.*, 2019).

Ce livre sur les places et les rôles des femmes journalistes anticipait donc légèrement les résultats qui ont ensuite été développés plus largement dans le rapport « Portrait des journalistes belges en 2018 ». Il utilise uniquement les données portant sur les journalistes

3 Ce travail réalisé par l'Université libre de Bruxelles, l'Université de Mons et l'Université de Gand a, par la suite, mené à la publication de l'ouvrage *Portrait des journalistes belges en 2018* (Van Leuven *et al.*, 2019).

4 L'équipe qui a mené cette recherche est composée de Sara De Vuyst et Sarah Van Leuven pour l'Université de Gand, Manon Libert pour l'Université de Mons et Florence Le Cam, Sylvain Malcorps et Antoine Jacquet pour l'Université libre de Bruxelles (LaPIJ-ReSIC).

belges francophones<sup>5</sup> dans une visée de comparaison des réponses entre femmes et hommes.

Alors que les études flamandes antérieures prenaient uniquement en considération les journalistes professionnels<sup>6</sup>, l'enquête de 2013 a élargi le champ. Elle concernait l'ensemble des journalistes belges titulaires de la carte de presse, relevant du statut de journaliste professionnel-le ou de journaliste de profession<sup>7</sup>. L'étude de 2018 s'est encore élargie et a également été ouverte aux jeunes journalistes titulaires d'une carte « stagiaire »<sup>8</sup>. L'enquête a pu être menée grâce à l'appui de l'AJP et de son pendant flamand la VVJ.

En choisissant d'accéder aux journalistes à partir des bases de données des deux principales associations professionnelles, nous écartons de notre échantillon les journalistes non titulaires de la carte de presse. Cette décision n'est pas le reflet d'une définition restrictive des personnes qui pratiquent le journalisme. Elle ne repose que sur un intérêt méthodologique. En Belgique, la carte de presse reste le principal outil d'identification du groupe. À la lecture des résultats, il est donc important de garder à l'esprit que la situation d'emploi et de travail des journalistes titulaires de la carte de presse peut différer de celle des journalistes dont la carrière est moins établie dans la profession.

Différents thèmes caractéristiques des études sur le profil des journalistes ont été abordés: le profil sociodémographique, la formation, l'orientation politique, la situation professionnelle, l'organisation et les conditions de travail, la pratique quotidienne, les relations avec les sources d'information, les positionnements déontologiques et la perception des journalistes vis-à-vis de l'évolution de la couverture médiatique et de la profession. Dans le cadre de ce projet d'étude sur les femmes journalistes, seuls les thèmes du profil sociodémographique, du niveau de formation, des situations professionnelles, de la carrière et des questions sur l'intimidation et la discrimination seront présentés. L'objectif était, comme énoncé plus haut, d'avoir des données contextuelles, légèrement panoptiques, pour cadrer des éléments factuels tels que les supports de travail, les rubriques, les salaires, les postes et les statuts, etc. Étant donné que le projet se poursuivait par des vagues d'entretiens qualitatifs, nous allions alors récolter des informations plus précises sur les représentations et les pratiques des journalistes femmes francophones.

Notre questionnaire francophone a été distribué en ligne à 2 288 journalistes (1993 journalistes professionnels, 207 journalistes stagiaires et 88 journalistes de la presse

5 Les journalistes de la partie germanophone sont repris dans les réponses francophones car nous n'avons pas pu les identifier dans les données obtenues de l'Association des journalistes professionnels (AJP).

6 Le titre de « journaliste professionnel » est prévu par la loi du 30 décembre 1963. Pour y accéder, il faut participer, à titre de profession principale et moyennant rémunération, à la rédaction de journaux quotidiens ou périodiques, d'émissions d'information radiodiffusées ou télévisées, d'actualités filmées ou d'agences de presse consacrées à l'information générale. La personne doit avoir exercé cette activité depuis deux années au moins et ne doit pas l'avoir abandonnée pendant plus de deux ans. Enfin, pour être journaliste, il ne faut participer à aucune espèce de commerce, ce qui exclut notamment toutes les activités ayant pour objet la publicité, si ce n'est en tant que direction d'un journal, d'une émission d'information, d'actualités filmées ou d'une agence de presse. Loi du 30 décembre 1963 relative au titre de journaliste professionnel (<http://www.ajp.be/la-loi-relative-au-titre-de-journaliste-professionnel>).

7 Le titre de « journaliste de la presse périodique spécialisée », nommé également « journaliste de profession », instauré par l'arrêté royal du 12 avril 1965, est destiné aux journalistes exerçant pour le compte de médias d'information spécialisée. Les critères de reconnaissance sont semblables à ceux des journalistes professionnels, si ce n'est qu'il faut exercer dans le secteur de la presse d'information spécialisée. Arrêté royal du 12 avril 1965 instituant des documents et signes d'identification à l'usage des membres de la presse périodique d'information spécialisée (<http://www.ejustice.just.fgov.be>).

8 Voir la note 1.

périodique spécialisée). Entre le mois de janvier 2018 et avril 2018, 621 questionnaires complétés et valides ont été récoltés, ce qui correspond à un taux de réponse de 27%. L'échantillon présentait une surreprésentation des femmes journalistes (40% des réponses provenaient des femmes) par rapport à la taille de la population étudiée (35% de femmes). Nous avons donc procédé à une pondération de la variable *genre* en lui accordant un poids de 35% afin de se rapprocher des caractéristiques de la population.

### Les focus groupes

La seconde enquête a reposé sur la mise en place de focus groupes rassemblant des femmes et des hommes journalistes, exerçant le métier dans des supports et sous des statuts très divers et évoluant à des étapes différentes de leur carrière. La réalisation de ces entretiens collectifs se définit par des discussions de groupe ouvertes ou s'appuyant sur une série de questions, dans le but de cerner un sujet (Kitzinger, Markova et Kalampalikis, 2004). L'interaction entre les personnes constitue le cœur de cette démarche : elle constitue à la fois un moyen de recueil de données et un point de focalisation dans l'analyse (Kitzinger, 1994).

Un appel à participation a été lancé en septembre 2017 dans *Journalistes*, la revue mensuelle de l'AJP, ainsi que dans sa newsletter. Cet appel présentait explicitement les objectifs de la recherche. Cinq focus groupes ont été réalisés entre les mois de novembre 2017 et juin 2018 : trois d'entre eux ont été conduits auprès de femmes journalistes et deux auprès d'hommes journalistes. En tout, ils ont permis d'interroger dix-neuf journalistes.

La décision de procéder à des focus groupes non mixtes tient principalement à la nécessité de distinguer les difficultés et préoccupations qui concernent plus spécifiquement les femmes de celles rencontrées par le groupe professionnel dans son ensemble, indépendamment du genre. Ainsi, les discussions se fondaient sur des thèmes communs, mais la distinction des focus groupes a permis de faire émerger, pour certains de ces thèmes, des résultats différents selon le genre.

Notre intention était de constituer des focus groupes différents en fonction de l'avancée dans la carrière professionnelle. Cette distinction devait nous permettre de repérer les enjeux à l'entrée du métier, pendant la phase de stabilisation de la carrière et, enfin, durant la phase de confirmation de la carrière. Toutefois, elle n'a pu être mise en place que pour les femmes journalistes, qui ont été plus nombreuses à se porter volontaires pour participer à notre étude. Le nombre d'informatrices par focus groupe n'est pas toujours équilibré puisque certaines répondantes se sont désistées. Dès lors, pour les femmes, le premier focus groupe, nommé « Entrée », rassemblait trois jeunes journalistes entrées dans le métier depuis moins de six ans ; le second, nommé « Stabilisation », était constitué de cinq femmes dont la durée de carrière est comprise entre six et quinze ans et enfin le troisième focus groupe, intitulé « Confirmation », était composé de quatre femmes présentant une durée de carrière supérieure à quinze ans. Dans la composition des groupes, nous avons, par ailleurs, veillé à respecter la diversité des statuts professionnels et des secteurs médiatiques. Les deux focus groupes hommes ont été très difficiles à réunir et ont rassemblé des journalistes masculins à diverses étapes de leur carrière. Nous reviendrons dans l'enquête n° 2 sur ce point, mais les deux focus groupes masculins ont présenté des dynamiques très différentes.

La conduite des focus groupes reposait sur une grille comportant quelques questions générales portant sur la trajectoire professionnelle et surtout des thèmes à explorer en vue de mieux cerner la carrière, les expériences et les représentations des journalistes à

l'égard de leur métier et de ses enjeux. Ces thèmes étaient notamment l'insertion dans le métier, l'évolution de leurs conditions d'emploi, leurs conditions de travail, la conciliation entre le métier et la vie privée et familiale ainsi que les représentations plus générales liées au genre dans le milieu journalistique.

### **Les entretiens avec les anciennes journalistes**

Puisque nous tentions de mieux cerner les raisons pour lesquelles certaines femmes seraient amenées à quitter le métier, nous avons procédé, lors d'une troisième enquête, à la réalisation de quinze entretiens semi-dirigés avec des femmes ayant changé de carrière. Un ensemble de femmes ont été d'abord contactées, car elles avaient depuis peu abandonné la carte de presse, et nous avons ensuite procédé en utilisant l'effet boule-de-neige, chacune des informatrices étant questionnée sur des femmes qu'elles pouvaient identifier comme ayant quitté le journalisme. Les membres du comité d'accompagnement du projet<sup>9</sup> ont aussi été sollicités afin de faire remonter des noms.

Nous souhaitions comprendre pourquoi les femmes quitteraient plus massivement que les hommes le monde du journalisme belge francophone (même si nous n'avons pas de données précises, cette tendance est une impression largement partagée dans le milieu). Quinze femmes anciennes journalistes ont donc accepté de répondre à nos demandes d'entretiens approfondis (au cours des mois d'avril à septembre 2018). Leurs parcours sont très différents les uns des autres, elles travaillaient dans des secteurs médiatiques distincts avec des statuts divers, des trajectoires spécifiques et des conditions de vie personnelle et familiale très diversifiées. Nous n'avons pas interrogé d'hommes dans cette phase de la recherche : nous ne postulons jamais dans cette enquête que les femmes auraient des motifs distincts de départ par rapport aux hommes (nous ne pouvons pas l'avancer, nous n'avons pas réalisé les entretiens avec leurs collègues masculins), mais nous tentons de faire émerger les motifs majeurs qui les ont poussées à changer de carrière.

Le guide d'entretien a été construit à partir d'une première analyse des éléments qui émergeaient des focus groupes. Cinq grandes thématiques structuraient le guide d'entretien. Les femmes étaient interrogées sur :

- l'acte de quitter (les raisons et la narration de la situation actuelle);
- leur carrière en général (un retour sur les débuts de carrière et l'envie d'être journaliste) et les ressentis du métier (ce qui plaisait/déplaisait; le rapport avec le travail, les collègues, les sources, l'autorité, la vie quotidienne);
- le vécu personnel en tant que femme journaliste (en tant que femme, les conditions d'emploi et de travail, l'ambiance dans la rédaction; en tant que femme en couple, la gestion et la répartition des tâches, la question salariale, les éventuelles inégalités; en tant que femme célibataire, les choix, les difficultés, les pressions; en tant que femme et mère, le désir de maternité, le poids culturel, les représentations de la maternité, des rôles de mère et père);
- la place des femmes au sein du groupe professionnel (les statuts, les salaires, le rôle des femmes);

9 LAJP a mis en place un comité d'accompagnement du projet composé d'un ensemble de journalistes de tous âges, genres, supports et fonctions qui s'est réuni cinq fois pendant la durée de l'étude afin d'échanger avec les chercheuses au fur et à mesure du déroulé de la recherche.

- la place des femmes dans la société belge, de la femme journaliste aussi, des femmes dans les rédactions.

L'enjeu était ici non pas de constater des différences entre les genres, mais bien de trouver des points transversaux et communs au sein des parcours de femmes ayant quitté le métier de journaliste.

### **Les entretiens avec les directions de médias**

Les conditions d'embauche et d'évolution des carrières, la nature des contrats et les conditions de travail en vigueur, les représentations liées à la place et au rôle des femmes dans les entreprises médiatiques ont représenté des arguments très forts chez les anciennes journalistes comme chez les journalistes des focus groupes. Il nous a semblé nécessaire de donner la parole aux directions des médias belges. Le choix s'est porté sur les médias généralistes belges francophones qui, dans la littérature académique tout comme dans les discours recueillis, semblaient constituer une sorte de « bastion masculin » du marché médiatique (Mündschau, 2010 : 213).

Onze représentants de rédaction ou de direction de l'information de médias généralistes francophones ont accepté de répondre à un entretien, quasi identique pour chacun d'entre eux. Dix médias ont répondu à nos sollicitations entre juillet et septembre 2018 : *La Libre*, *La Dernière Heure*, *Le Soir*, *L'Écho*, *Le Vif-L'Express*, *Sudpresse*, *BX1*, *la RTBF*, *RTL* et *Belga*.

Il manque évidemment un ensemble de médias, notamment locaux ou représentatifs de la presse magazine, mais la recherche ne tend pas à l'exhaustivité. Les personnalités rencontrées sont celles qui, dans leur poste de travail, ont pour fonction de gérer les carrières et les relations avec les journalistes. Il peut donc s'agir de rédacteur en chef, de chef de l'information, de délégué général, de coordinateur général. L'un des médias a fait l'objet d'un entretien croisé avec deux responsables (raison pour laquelle nous avons onze entretiens). Alors que la diversité des statuts rencontrés nous faisait craindre des situations de connaissance diverse des enjeux, il n'en a rien été. Les contacts individuels pris avec les médias orientaient vers tel ou tel membre de la hiérarchie (rédacteur en chef ou direction de l'information, etc.) le plus à même de répondre aux questions. La prise de contact mentionnait clairement la nature du projet et l'interrogation que nous allions porter sur « la place des femmes journalistes dans le métier ». Notons dès à présent, mais nous reviendrons sur ce fait dans le chapitre correspondant, que les onze entretiens ont été réalisés auprès de responsables masculins.

Le guide a été pensé dans la logique des entretiens dirigés suivant une liste de questions relativement fixes. Celles-ci étaient au nombre de vingt-deux, afin que chaque informateur puisse s'exprimer sur des thématiques similaires. L'entretien débutait par des questionnements sur l'accueil des stagiaires, les critères d'embauche des journalistes, les directives éventuelles reçues dans ce domaine, les mesures mises en place pour accompagner les nouvelles recrues. Il se poursuivait par la recherche des opinions des informateurs concernant la diversité des genres dans leur rédaction, la différence de rapport de travail entre journalistes femmes et hommes, les difficultés perçues concernant la conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle, la gestion des congés de maternité ou des ambitions de carrière des uns et des autres. Les questionnements se précisaient ensuite sur l'influence du genre dans les décisions organisationnelles (de changement de rubrique, de contractualisation, d'évolution de carrière), sur leur manière de prêter ou non attention aux demandes de changement de statut ou de salaire, sur les

moyens utilisés pour repérer et/ou accompagner les journalistes susceptibles d'occuper des postes hiérarchiques. Les dernières questions portaient sur leur opinion concernant le faible pourcentage de femmes dans le monde médiatique belge, la forte présence masculine au sein de certaines hiérarchies, les effets potentiels de l'affaire Weinstein<sup>10</sup> et l'existence dans la salle de rédaction de sexisme ou de propos machistes, voire de harcèlement<sup>11</sup> ou de comportements inappropriés, et les mesures ou procédures prises ou envisagées dans ces cas.

### L'enquête « validation » et prescriptions

Ces quatre enquêtes nous ont menées à la mise en place d'une dernière étape : un nouveau questionnaire a été réalisé (septembre et octobre 2018), en partenariat avec l'AJP, pour tester sur un panel plus grand de journalistes les résultats exploratoires qui émergeaient de nos démarches qualitatives. Les hypothèses d'explication très variées que nous avons et qui faisaient émerger de grandes problématiques liées à la précarité, à la carrière, aux conditions de travail, aux violences organisationnelles nous semblaient mériter cette nouvelle étape : récolter les réactions des journalistes femmes et hommes à certaines hypothèses, tester certaines préconisations que nous souhaitions éventuellement mettre en place et leur donner la parole pour que les journalistes puissent exprimer des envies ou des attentes en termes d'actions à mettre en place.

Au total, 2 419 journalistes ont été contacté-e-s via l'AJP, entre septembre et octobre 2018, et 507 journalistes femmes et hommes ont répondu. Trois relances ont été faites. Les journalistes ayant répondu à l'enquête (leur profil est détaillé au début de l'enquête n°5) travaillent tant pour les médias généralistes que spécialisés, sont de sexes féminin et masculin, d'âges et de statuts divers (salarié comme indépendant).

Après les questions d'identification d'usage (genre, âge, statut), le questionnaire interroge la carrière des journalistes, la satisfaction au travail, les rubriques traitées, les salaires, leurs rôles de direction ou de management d'équipes, les opinions concernant l'évolution de leur carrière et un ensemble d'opinions concernant le sexisme, les comportements inappropriés, etc. Sa particularité par rapport au questionnaire national réalisé par l'ULB, l'UMONS et l'Université de Gand est la possibilité que les journalistes avaient, après de nombreuses questions de type QCM, de laisser un commentaire, de répondre dans des espaces ouverts. Des centaines de commentaires ont donc été déposés et ont permis d'approfondir la plupart des réponses données. Il en ressort, dans cette partie du livre, un usage très qualitatif de ce questionnaire qui permet d'illustrer, de narrer des cas, des situations, d'éclaircir certaines réponses, certaines opinions. Le questionnaire finissait par une demande d'accord ou de désaccord avec des propositions de formations ou d'actions diverses à mettre en place pour répondre aux enjeux de précarité, de formation, de carrière, d'ordre genré des rédactions et du travail. Finalement, les journalistes avaient ensuite la parole pour proposer de leur propre initiative des actions.

10 L'affaire Weinstein renvoie à la révélation publique en 2017 de faits de harcèlements et agressions sexuelles commises par Harvey Weinstein, personnalité majeure de l'industrie du cinéma américain. Ces révélations ont entraîné un débat mondial sur les violences faites aux femmes.

11 Le harcèlement notamment moral est « un processus inconscient de destruction psychologique, constitué d'agissements hostiles évidents ou cachés, d'un ou de plusieurs individus, sur un individu désigné, souffredouleur au sens propre du terme. Par des paroles apparemment anodines, par des allusions, des suggestions ou des non-dits, il est effectivement possible de déstabiliser quelqu'un, ou même de le détruire, sans que l'entourage intervienne » (Hirigoyen, 2016).

L'enjeu méthodologique a ensuite consisté à croiser l'ensemble des résultats majeurs issus de ces différentes méthodes pour dépasser le caractère multidimensionnel de l'analyse et tenter de faire émerger des pistes de compréhension ou de réflexion aux questions que nous nous posons depuis le début.

## Une analyse en six déclinaisons

Ce livre propose en premier lieu les résultats généraux de l'enquête nationale des journalistes. Il suit ensuite l'ordre chronologique des différentes étapes effectives (sur le terrain) de notre étude, car il répond à un fil de pensée et à une démarche itérative qui ont évolué durant ces mois de terrain.

Ainsi, après l'explication des résultats de l'enquête quantitative et la mise au jour de certaines disparités entre les femmes et les hommes au sein de la profession, trois chapitres qualitatifs reprennent pas à pas les résultats des enquêtes de terrain successives. L'enquête n°2, intitulée *Vies vécues de journalistes*, explique, grâce aux focus groupes, les problèmes et les opportunités que les journalistes femmes et hommes rencontrent au fur et à mesure de leurs parcours, les représentations de leur trajectoire, des obstacles rencontrés, des rôles parentaux, des difficultés éventuelles dans leur couple. L'enquête n°3, *Quitter le journalisme*, se concentre sur les raisons des départs, des changements de carrière et de trajectoire de femmes ayant été journalistes. La quatrième enquête, *Une femme? Un homme? Non. Un journaliste*, donne la parole aux responsables des salles de rédaction et/ou des entreprises médiatiques, qui développent alors leurs représentations de la place des femmes au sein des rédactions, de leurs carrières, de la gestion des maternités et la prise en compte des charges familiales, mais aussi leurs sentiments et avis concernant le harcèlement, le sexisme et le paternalisme<sup>12</sup> en contexte professionnel.

La cinquième enquête, *Des réactions, des solutions*, présente les résultats du questionnaire diffusé en septembre et octobre 2018. Elle détaille les données chiffrées les plus intéressantes (et qui complètent les données de l'enquête nationale du premier chapitre), mais fait surtout une analyse des commentaires qui ont été laissés dans les espaces ouverts. En écho avec les enquêtes précédentes de l'ouvrage, il s'agit ici de comprendre les différences de parcours entre femmes et hommes (comparaison des réponses en fonction du genre des journalistes), notamment des modalités d'insertion dans le métier ainsi que la possibilité ou non de « grimper » dans la hiérarchie, les représentations et les récits des violences organisationnelles et les solutions proposées par les journalistes pour remédier à ces violences.

Le dernier chapitre, *La féminisation « enrayée » et impensée du journalisme en Belgique francophone*, fait office de conclusion générale et développe un propos transversal relatif à l'ensemble des données qualitatives et quantitatives de l'enquête. Ce regard transversal aide à faire émerger un socle de réflexions et de pistes de compréhension pour envisager comment, en 2018, les femmes journalistes naturalisent encore et toujours leur genre, sont l'objet de représentations sexuées et parfois discriminantes, ont des parcours et des carrières différenciés de ceux des hommes. En somme, ce regard aide à comprendre le journalisme du milieu médiatique belge francophone comme un

<sup>12</sup> « *Paternalism is essentially the usurpation of one person's choice of their own good by another person* » (Archard, 1990).

«journalisme au masculin»<sup>13</sup>, qui est, somme toute, l'une des principales caractéristiques permettant, aujourd'hui, de définir ce monde.

---

13 Cette expression est utilisée en référence à l'ouvrage *Le Journalisme au féminin* de Damian-Gaillard, Frisque et Saitta publié en 2010.